

Le pouvoir aux travailleurs

12 JUIN 1992

N° 6

PRIX: 50 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

Sommaire

	PAGES
<u>Editorial</u>	
LES TRAVAILLEURS ONT BESOIN DES LIBERTES DEMOCRATIQUES	1 - 2
Cote d'Ivoire : Multipartisme : c'est la dictature à la nouvelle sauce.	3 - 4
Privatisation : une façon comme une autre de s'enrichir pour les riches.	5 - 6
Echos... En bref...:	7
Malgré ses jambes fracturées, il n'est pas reçu en urgence.	
Une Jambe amputée faute de sérum anti-venin.	
Obligée de mendier auprès des malades pour avoir droit aux soins.	
Sénégal :	
Un fait divers qui en dit long sur les inégalités sociales révoltantes.	8
Esclavage : quémander des "réparations ou renverser l'ordre capitaliste ?	9 - 11

**Les travailleurs
ont besoin
des libertés
démocratiques.**

L'arrestation des principaux dirigeants politiques et syndicaux de l'opposition, en particulier celle de Laurent Gbagbo, le leader du Front Populaire Ivoirien, est une provocation à l'égard de la population.

Houphouët Boigny, en décidant ces arrestations arbitraires, veut montrer aux militants et aux milliers de sympathisants FPI de toute la Côte d'Ivoire, que malgré la contestation contre son régime, il reste bel et bien le seul maître à bord. Il veut aussi prouver par-là que c'est lui qui a autorisé la création des partis de l'opposition, des syndicats et qu'il peut à tout moment y mettre un terme. N'en déplaise à ceux qui ne l'auraient pas compris.

Alors, face à cette arrogance affichée du pouvoir, face à ce défi lancé aux dirigeants des partis de l'opposition, quelle est la réaction du FPI? Les dirigeants du FPI sont restés sur la défensive. Ils se sont employés à montrer leur bonne foi au gouvernement qui les accusait d'avoir fait descendre des gens dans la rue. Ils ont protesté de leurs sentiments démocratiques...et fait appel à ceux du gouvernement qui montre pourtant à leur détriment ce que sont ces dits sentiments démocratiques. Jamais, au grand jamais, ils n'ont cherché à expliquer à cette fraction des masses qui leur fait confiance, qu'elle ne doit pas confier ses aspirations démocratiques au bon vouloir d'un appareil d'Etat, d'une armée et d'une équipe au pouvoir qui, pendant trente ans, ont imposé au pays la dictature et le régime du parti unique.

Rien ne permet certes de dire qu'avec une politique résolue, et malgré l'influence dont il jouit, le FPI aurait pu entraîner cette fraction croissante de la population qui en a assez du régime, dans des actions de

protestation contre les arrestations, contre l'état de siège de fait et faire reculer le gouvernement sur ce terrain. Mais le fait est que le FPI s'est refusé d'engager même un commencement d'agitation politique dans ce sens. Les leaders étudiants se sont montrés sur ce plan, dans les mois qui ont précédé février, bien moins timorés.

La lâcheté politique du FPI ne tient pas seulement du caractère des hommes qui le dirigent. C'est une lâcheté sociale. Le FPI ne veut s'appuyer que sur des masses qui se contentent de voter, une fois de temps en temps. Il craint les masses qui agissent.

Son ambition consiste à arriver au pouvoir, du moins à le partager avec les dirigeants du PDCI, non seulement en agissant dans la légalité, mais en acceptant les limites fixées par Houphouët Boigny. Le FPI ne veut pas tenir le pouvoir des masses en activité. Tout au plus veut-il le tenir des élections, mais même de cela, il en a surtout besoin pour pouvoir monnayer son influence électorale dans un compromis patronné par Houphouët.

Le FPI ne représente pas les intérêts des pauvres et des travailleurs. C'est évident sur le plan social. Sur ce plan, le FPI n'a rien promis aux travailleurs et plus généralement, aux classes pauvres. Pas même une augmentation des salaires minimum ou une législation sociale qui protège un peu les travailleurs contre le chômage ou la maladie. Rien pour améliorer la vie des masses pauvres des campagnes.

Mais même sur le terrain des libertés démocratiques, dont pourtant le FPI se veut le champion face au PDCI, il n'a rien à proposer aux

masses. "Faites-nous confiance, aidez-nous par vos votes -mais vos votes seulement!- à parvenir au gouvernement, et ce sera la démocratie". Voilà à quoi se réduit leur politique. Mais comment imposer le respect des libertés démocratiques à une armée, à une police qui, pendant trente ans, ont protégé la dictature ? Comment faire reculer le gouvernement, même seulement sur cette provocation qu'est l'emprisonnement des dirigeants de l'opposition ? Là-dessus, le FPI se tait tout petit ou pleurniche.

Le FPI n'a même pas voulu vraiment assumer la lutte des étudiants sur ce terrain. Il a regardé même le mouvement des étudiants, moitié avec approbation, moitié avec appréhension. Que les étudiants donnent quelques fils à retordre aux caciques du régime l'arrangeait. Mais il appréhendait que les étudiants aillent "trop loin" et, à force de s'agiter, finissent par entraîner les quartiers pauvres.

Si les masses exploitées, lassées d'attendre que la dictature déguisée en "multipartisme" se transforme en démocratie, se mettaient à lutter pour des revendications démocratiques, et à lutter vraiment, avec leurs moyens, les grèves, les manifestations de rue, les affrontements avec l'appareil de la dictature, elles pourraient être amenées à poser leurs revendications sociales. Voilà ce que craint le FPI qui ne veut pas prendre même l'ombre du commencement d'un pareil risque.

Alors, les travailleurs ne doivent faire aucune confiance au FPI, pas même sur le terrain du combat pour les revendications démocratiques. Parce qu'il trahira même ce combat-là,

inévitablement.

Nul n'a la capacité de prévoir si les masses populaires se lanceront dans la lutte en raison de la dégradation incessante de leurs conditions matérielles ou bien si elles y seront poussées par une des nombreuses provocations, une des nombreuses atteintes du régime contre les aspirations démocratiques.

Bien sûr que les travailleurs doivent être partie prenante dans le combat contre la dictature, ouverte ou déguisée et pour les droits démocratiques. La dictature elle-même pèse infiniment plus sur les travailleurs, sur les paysans pauvres que sur les riches. Ceux qui ont de l'argent peuvent s'acheter des droits, et des libertés, malgré la dictature. Pas les pauvres ! Les classes exploitées subissent en revanche tout le poids de la dictature. Pas seulement celle d'en haut, celle qui se manifeste par des élections truquées, par des arrestations de leaders ; mais plus encore, celle d'en bas, celle des policiers et fonctionnaires qui les rançonnent.

Mais en même temps, les travailleurs ont intérêt à se battre pour les droits démocratiques sous leur propre drapeau, sous la direction d'une organisation qui soit la leur et qui reste encore à constituer. Et en vérité, seule une classe ouvrière forte d'une conscience aiguë de ses intérêts de classe, forte d'une organisation politique indépendante, alliée aux masses paysannes déshéritées de la brousse pourra imposer en Côte d'Ivoire les revendications démocratiques et les garantir.

MULTIPARTISME : C'EST LA DICTATURE A LA NOUVELLE SAUCE .

Comme un peu partout en Afrique francophone, la Côte d'Ivoire est à la mode du multipartisme depuis 1989. Houphouët a autorisé ou a décrété le multipartisme. Mais aujourd'hui, trois ans après, qu'en est-il de ce multipartisme? Quel visage il a?

Avec le multipartisme, on a vu le foisonnement d'une quarantaine de "partis politiques", une trentaine de journaux, la création de plusieurs syndicats, que ce soit dans le milieu des étudiants, des enseignants ou même des travailleurs.

Il existe aujourd'hui, à côté de l'UGTCI, deux autres centrales syndicales: "Dignité", et la FESACI qui est une fédération des syndicats autonomes. Il n'y a pas de chiffres officiels pour dénombrer le nombre de syndicats. Mais l'UGTCI, syndicat gouvernemental, revendique à elle seule 150 syndicats qui lui seraient affiliés.

Pour la première fois depuis les indépendances, le pays a vu des élections législatives, municipales et même présidentielles, avec la participation de partis d'opposition.

Jusqu'à il y a un an, le gouvernement de Houphouët a laissé faire. Les bavardages criards et pleurnichards dans les journaux d'opposition jusqu'à cette date ne gênaient pas outre mesure le parti au pouvoir.

Mais les étudiants, un peu trop perturbateurs aux yeux du pouvoir, commençaient à les gêner. La répression des étudiants de la cité universitaire de Yopougon, l'interdiction et la dissolution de leur syndicat, la FESCI, n'était encore qu'un petit avertissement.

Cette répression n'a pas découragé les étudiants et les lycéens. Ces

derniers avaient emboîté le pas aux étudiants. Ils avaient dans un premier temps le soutien de la population. Le mouvement des étudiants prit pendant plusieurs semaines une certaine vigueur.

De temps en temps on voyait des barricades à proximité des lycées, dans les cités universitaires ou dans le campus; quelques voitures du gouvernement brûlées ou cassées, des bus malmenés, des bureaux de proviseurs incendiés, etc... Pendant quelques temps, le gouvernement restait prudent et se contentait d'appeler les étudiants, les lycéens au calme, et les invitait à reprendre les cours. La FESCI bien que dissoute, continuait d'exister, organisait des manifestations. Les jeunes réclamaient une "sanction" contre Robert Gueï, le chef de l'armée qui avait réprimé les étudiants de Yopougon. Le gouvernement semblait impuissant et laissait faire.

Cette période a duré jusqu'au début de cette année quand brusquement le gouvernement est revenu à l'offensive en arrêtant des lycéens, des étudiants et même leur leader: le dirigeant de la FESCI. Depuis, les lycées, le campus, les cités universitaires, sont quadrillés par les forces armées du gouvernement.

Sous l'impulsion des étudiants, sous leur pression, le FPI a organisé une manifestation le 18 Février. Le gros de la troupe étant des jeunes étudiants et lycéens qui, en plus des "sanctions" à l'encontre de Robert Gueï, demandaient la libération de leur leader arrêté quelques jours auparavant. Quelques voitures ont été incendiées, des magasins de luxe, au Plateau, dans le quartier des affaires, ont vu leurs vitrines brisées. Mais la répression, elle, a été violente. Le gouvernement en profita pour arrêter Laurent Gbagbo et d'autres dirigeants

de partis d'opposition. Une justice expéditive les a rendus responsables des dégâts occasionnés par la manifestation et les condamna à deux ou trois ans de prison.

Depuis cette date, toute manifestation et tout attroupement de plus de 5 personnes sont interdits. Les forces armées répriment pour un oui ou pour un non. Même les "prêcheurs de bonnes paroles", au Plateau, devant l'Hôtel de ville, qui attiraient les badauds entre midi et deux heures, se sont vus réprimés par "les forces de l'ordre".

Dans le même temps c'était la mise au pas des étudiants et des enseignants: ou ils reprennent les cours ou ils risquent de se faire radier.

Certains journaux de l'opposition sont attaqués en justice sous prétexte de diffamation. Deux ou trois autres ont été purement et simplement interdits pour quelques mois.

Mais en même temps, "Fraternité-matin", le journal gouvernemental, comme la télévision d'Etat, font des appels du pied aux partis d'opposition. Des appels du pied que ceux de l'opposition qui en sont alléchés peuvent prendre pour des promesses de "gouvernement de coalition". Les voilà à se bousculer pour clamer qu'ils sont prêts à se faire une douce violence pour peu que le PDCI au pouvoir ait quelques fauteuils ministériels à leur offrir. Bernard Zadi Zaourou de l'USD pour ne citer que celui-là, interviewé par Frat-Mat disait: "Concertons-nous". Ou encore: "l'opposition n'est pas née pour faire de la figuration". Il n'y a que le FPI, le parti de Laurent Gbagbo qui semble être mis à l'écart par le PDCI. Non pas à cause de leur différence. Oh, que non! De ce côté-là il n'y a que les discours de circonstance qui diffèrent. Mais le FPI est le principal parti de l'opposition. Il veut en conséquence un gros morceau. ("Gbagbo en prison pour

avoir refusé d'être le 1er Ministre de Bédié": C'est le titre, en première page d'un hebdomadaire de l'opposition paru il y a une dizaine de jours). Cette gourmandise du FPI n'est pas pour l'instant du goût du PDCI ou plus exactement des barons du PDCI qui ont la main sur la manne de l'Etat. Ils ne sont pas enclins à partager tant qu'ils peuvent faire autrement. Ce qui n'empêche pas même le FPI, malgré son principal dirigeant emprisonné, de spéculer sur une alliance future, avec ce qu'il appelle les "démocrates" du PDCI. Comment reconnaître un "démocrate" parmi les barons de l'ex-parti unique? En ceci qu'il n'écarte pas la possibilité de s'entendre avec le FPI. Par un curieux hasard, ces "démocrates" poussent surtout dans les endroits où le FPI a une forte influence électorale et où, en conséquence, le notable PDCI local a quelques intérêts à se faire bien voir par l'électorat FPI.

Dans le même temps, en soufflant le chaud et le froid, le gouvernement vient d'autoriser la création de 17 autres partis politiques, à côté des 40 partis actuellement existants. Et, bien entendu, cela n'empêche nullement "Fraternité-matin" d'écrire dans ses colonnes qu'il y a trop de syndicats, "trop de tendances", qui "poussent comme des champignons".

Malgré l'usure du pouvoir, le PDCI contrôle pour le moment les événements. La crise politique larvée au sommet vient moins d'un FPI timoré, que des divisions internes entre hauts dignitaires du PDCI dans la sourde lutte pour la succession de Houphouët.

A moins que leurs grandes manoeuvres et petits calculs soient balayés demain par une explosion de colère, tant le durcissement du régime et l'aggravation des conditions d'existence des masses pauvres, nourrissent et renforcent le mécontentement.

**PRIVATISATION:
UNE FACON COMME UNE AUTRE
DE S'ENRICHIR POUR LES RICHES**

L'EECI a été privatisé. LA CI-TELCOM est en passe de l'être. De même pour la SIR. Il y aurait ainsi plus de 140 entreprises qui sont visées.

Pourquoi cette vague de privatisation?

Le gouvernement a besoin d'argent frais pour non seulement payer ses fonctionnaires mais surtout pour rembourser ses créiteurs: en tête le FMI. "Vendez ce que vous voulez, prenez là ou vous le voulez, mais nous on veut l'argent"! Voilà ce que la bourgeoisie dit au gouvernement. C'est connu, c'est sur les pauvres que les riches se font de l'argent!

Il y a quelques années encore, quand le prix relativement élevé du café et du cacao permettait à celui-ci de faire face à ses créances, l'état avait de quoi remplir les poches de tous ces pilliers du temps moderne en prenant directement dans la poche des travailleurs et des paysans.

Mais aujourd'hui le prix des matières premières ont chutés. Il faut trouver l'argent ailleurs pour enrichir tous ces margoulins. Et c'est au travers toutes ces entreprises vendues, mis en pièces détachées, cassées ou bradées, que la bourgeoisie continue à s'enrichir. Elle est toujours là pour ramasser les bénéfices. Et dans les cas où il y a pertes, l'état n'est-il pas là pour les éponger?

C'est dans ces mêmes entreprises que les Houphouet et ses semblables casent leurs fils et leurs cousins. Le PDCI ne manque pas de ses "cousins"

rapaces. Ils sont des milliers dans les beaux quartiers de Cocody et de Riviera.

Hier encore, les financiers, les banquiers, le FMI finançait la construction des usines, des routes, ou... de basilique. - donc des choses utiles ou inutiles, ce critère là étant le moindre de leurs soucis, ce n'est donc pas là leur problème- parce que ce qu'il cherche avant tout c'est de se faire de l'argent. De même pour les gens du pouvoir ou proche du pouvoir, tous ces parasites - à commencer par les ministres et consort qui, eux aussi, ramassaient leur obole au passage sous forme de corruption ou tout simplement en détournant l'argent de l'état.

Et bien aujourd'hui, l'état brade le peu qu'il y a. Non pas parce que, comme veut nous le faire croire l'opposition, pour des considérations philosophiques (voir le journal "la Voie" du 6 mai): pour "mettre en pratique la philosophie du libéralisme sauvage", comme ils disent. Mais bien parce que dans cette période de crise capitaliste, c'est une autre façon de faire de l'argent. Alors, laissons cette opposition, impuissante, s'étonner que la SIR soit vendu alors que "d'ici trois ans elle sera excédentaire, puisqu'elle n'aura pas de dette à payer". Et d'ajouter: "les ivoiriens vont perdre cette bonne entreprise".

Bien des travailleurs sont à juste titre choqués par le fait que les gens du pouvoir bradent à tout-va toutes ces entreprises. D'autant plus

que c'est dans tous les cas eux qui font les frais de tout ce bradage. Mais ce n'est certainement pas l'opposition - même si elle était au pouvoir et si elle le voulait- qui pourrait empêcher ce bradage. Car en dernier ressort, ce ne sont pas tous ces serviteurs, ou future serviteurs de la bourgeoisie qui décident mais la bourgeoisie elle même.

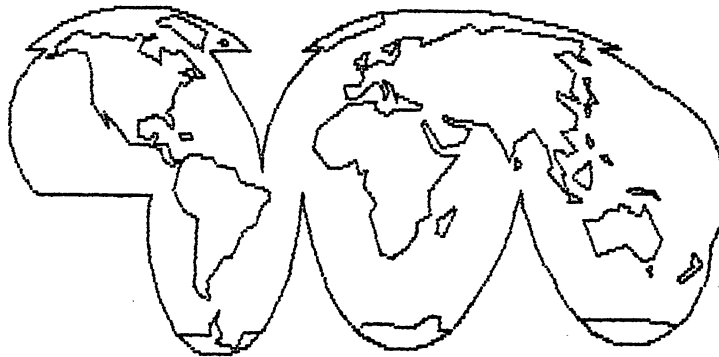
Les travailleurs doivent comprendre qu'il n'y a rien à attendre de ce système ni de cette opposition. Il n'y a pas un capitalisme noir d'un côté et un capitalisme blanc de l'autre; un capitalisme du PDCI qui serait du "libéralisme sauvage" et de l'autre un capitalisme plus humain qui serait celui des "grands militants de la liberté", comme veut nous le faire croire cette opposition pleutre. Non! Parce qu'ils

sont tous au service du seul capital!

alors, si les travailleurs ne veulent pas payer les frais de ces "privatisations", il faudra qu'ils se battent pour défendre leurs intérêts. Il n'y a pas d'autres solutions.

Mais se battre pour défendre ses intérêts dans le cadre de ce système ne suffit pas. Les travailleurs ne sont pas insensibles aux formes de propriétés de toutes ces entreprises. Ce ne serait que justice que ceux qui travaillent contrôlent eux mêmes les entreprises. Mais cette bataille là passe par la lutte de classe contre la bourgeoisie pour la prise du pouvoir et le contrôle de toute l'économie par les travailleurs.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

Travailleurs exploités...Travailleurs en luttés...En bref...En bref...

MALGRE SES JAMBES FRACTUREES, IL N'EST PAS RECU EN URGENGE

Suite à un accident de la circulation, un piéton s'est trouvé avec les deux jambes fracturées. Il a été déposé au CHU de Treichville. Comme le malade n'avait pas d'argent pour payer les soins, il est resté plusieurs jours dans les couloirs de l'hôpital sans que l'on ne s'occupe de lui. Les jambes ont littéralement commencé à pourrir.

Les médecins, incommodés par l'odeur nauséabonde dégagée par les plaies, ont-ils finalement accepté de le soigner ou l'ont-ils laissé crever comme bien d'autres de ses soeurs et frères pauvres qui meurent à la porte des hôpitaux parce que considérés comme des parias?

UNE JAMBE AMPUTEE FAUTE DE SERUM ANTI-VENIN

Un paysan s'est fait mordre par un serpent, mais il n'avait pas d'argent pour se payer un sérum. Alors en attendant de réunir cette somme pour s'acheter ce sérum, on lui a mis un garrot pour empêcher le venin de monter vers le coeur.

Mais voilà, au bout de trois jours, il n'a pas pu réunir la somme nécessaire. La jambe s'est gangrenée et l'on a été obligé de l'amputer. Aujourd'hui ce paysan est handicapé à vie parce que, étant pauvre, il n'avait pas les moyens de s'acheter un simple sérum qui ne coûte guerre plus cher qu'une coupe de champagne que les gens riches du Plateau avalent à la moindre soif.

OBLIGEE DE MENDIER AUPRES DES MALADES POUR AVOIR DROIT AUX SOINS

On lui a prescrit une ordonnance, mais elle n'avait pas d'argent pour payer les médicaments. Alors, durant plusieurs jours, elle est obligée de mendier.

Officiellement la santé est un droit, comme l'éducation scolaire; mais en réalité, c'est un droit qui n'est réservé qu'à une minorité de privilégiés.

SENEGAL :

UN FAIT DIVERS QUI EN DIT LONG
SUR LES INEGALITES SOCIALES
REVOLTANTES

Au début de mai, une personne s'est trouvée évanouie à la gare de chemin de fer de Dakar. Les voyageurs ont alerté les responsables de la gare qui ont fait venir les pompiers. Ceux-ci ont amené le malade pour le faire soigner d'urgence dans un hôpital. Jusque là, cette personne a eu de la chance car elle, au moins, a trouvé des pompiers pour s'occuper d'elle. Combien de personnes crèvent dans les quartiers des pauvres sans que ni les pompiers ni les médecins ne s'en occupent? Mais le malade était un pauvre, et cela a suffi pour que sa chance s'arrête.

Comme il n'avait pas d'argent, aucun hôpital de Dakar n'a voulu le recevoir, prétendant qu'il n'y aurait plus de place disponible. Les pompiers ont fait le tour de tous les hôpitaux et se sont heurtés au même refus. Finalement, ne sachant plus que faire de ce malade encombrant, ils l'ont ramené et déposé là où ils l'avaient trouvé: à la gare. Il devait y mourir quelques heures après..

Cela a révolté, à juste titre, les témoins de cette histoire. Même la presse et les médias nationaux ont cru bon s'émouvoir hypocritement sur ce fait divers qui n'est pourtant qu'un cas parmi tant d'autres que les pauvres vivent quotidiennement lorsqu'ils sont malades.

Etre malade quand on est

pauvre au Sénégal, c'est presque une condamnation à mort. C'est la ruine de la victime mais aussi de sa famille qui est obligée de supporter tous les frais. Elle est obligée de payer les médicaments, la seringue, les pansements y compris la nourriture pour ceux qui sont hospitalisés.

La situation dans les hôpitaux publics s'est tellement dégradée que certains malades sont obligés de dormir à même le sol, dans les couloirs. Les familles des malades sont obligées de vivre avec les malades pour les aider, pour les nourrir.

Les malades qui ne peuvent pas payer la caution de 5 000 francs exigée par les hôpitaux publics ne sont même pas reçus. Ils sont condamnés à mourir ou à se contenter des gris-gris des marabouts ou des racines des guérisseurs traditionnels qui font recette; ils étalent leurs médicaments jusque devant l'hôpital principal de Dakar. Les riches, eux, ont leurs médecins de famille qui viennent les soigner à domicile. Ils ont leurs hôpitaux privés où il y a toujours de la place, du moment qu'on paye. Et lorsqu'ils ne peuvent pas se faire soigner au Sénégal même, ils peuvent prendre l'avion pour aller dans les hôpitaux les plus chics de Paris.

Leur société est vraiment pourrie par tous les bouts !

ESCLAVAGE : QUEMANDER DES "REPARATIONS" OU RENVERSER L'ORDRE CAPITALISTE ?

Une des grandes préoccupations actuelles d'une partie de la petite bourgeoisie intellectuelle africaine est, pour reprendre les expressions de l'un d'entre eux (le nigérian Abiola qui est le dirigeant le plus connu de cette tendance), celle "d'obtenir des réparations des Occidentaux pour les injustices commises contre les Noirs". Plusieurs colloques ont été organisés autour de ce sujet, à Lagos, à Paris comme à New-York. Le but de ces différentes initiatives est d'amener l'OUA - c'est à dire la brochette de dictateurs qui dirigent les différents pays d'Afrique - à agir pour faire reconnaître par l'opinion internationale (plus particulièrement celle des pays occidentaux) l'"holocauste", le "génocide" qu'ont subis les peuples noirs d'Afrique durant les siècles d'esclavage et de colonisation. Ensuite, ils demandent la réparation de ces préjudices en prenant l'exemple du peuple juif qui, grâce à l'appui des grandes puissances, a obtenu une terre, Israël, mais aussi une réparation financière par l'Allemagne. Ils voudraient que les pays riches organisent "un vrai plan Marshall" en faveur de l'Afrique.

Le moins que l'on puisse dire, en effet, de l'esclavage, du pillage de l'Afrique, de son dépeuplement pour enrichir les trafiquants d'esclaves, les propriétaires des

plantations de sucre et toutes les bourgeoisies qui ont été associées au "commerce triangulaire" entre l'Afrique, l'Amérique et l'Europe, c'est que c'est une "injustice". Et c'est de cette injustice, de ces massacres, de ces pillages qu'est sorti le capitalisme moderne qui a permis à la bourgeoisie de certains pays de s'enrichir en exploitant directement ou en maintenant indirectement dans la misère les classes travailleuses de toute la planète.

Directement ou indirectement, les grandes familles bourgeoises d'Occident, celles qui dirigent le monde, ont du sang sur les mains. Le sang des esclaves. Le sang de leurs propres prolétaires. Car, il faut se souvenir qu'en même temps qu'on réduisait une partie des habitants de l'Afrique à l'esclavage, le capitalisme faisait vivre aux prolétaires anglais, français, du début de l'industrialisation, une vie d'esclaves travaillant dès l'âge de dix ans dans des mines ou des usines, quinze à dix-huit heures durant et mourant de vieillesse à 25 ans. Comme il faut se souvenir aussi que parmi les profiteurs de l'esclavage - petits profiteurs mais rapaces quand même - il y avait des chefs, des rois africains, qui vendaient leurs sujets aux trafiquants d'esclaves contre quelques armes ou verroteries.

A la façon "moderne", c'est encore ce que font nos

dirigeants comme les Mobutu, Bongo et autres. Voilà la réalité que dissimule la formulation de nos petits bourgeois qui parlent de couleur de peau pour ne pas parler d'opposition de classes. Non seulement ce n'est pas juste, mais c'est surtout inefficace. Inefficace, car ce n'est pas en fonction de l'opposition de la couleur de la peau que le capitalisme s'est bâti. Et ce n'est pas en fonction de cette opposition qu'il pourrait être détruit. Mais détruire le système d'exploitation, de fond en comble, n'est pas le but de nos petits bourgeois. Ils se contentent de quémander des miettes aux responsables mêmes du système.

Exhiber "l'holocauste noir" du passé, pour nos petits bourgeois, c'est une manière de fermer les yeux sur l'autre "holocauste", celui-là bien actuel, le capitalisme qui continue à faire des millions de victimes mourant, à petit feu, de faim, de soif et de maladie alors que la société aurait les moyens de résoudre ces problèmes si elle était organisée autrement.

Le capitalisme naissant a repris à son compte, transformé, porté à un degré inouï l'esclavage qui préexistait au sein de bien de sociétés africaines de cette époque, pour en faire un des éléments les plus abjects du système d'exploitation capitaliste.

L'esclavage en tant que tel - comme d'ailleurs le colonialisme ouvert et déclaré - ont disparu depuis. Mais le capitalisme moderne,

dans les conditions changées des temps modernes, est responsable de crimes au moins aussi grands, au moins aussi destructeurs pour l'avenir, que fut en son temps le commerce esclavagiste. Et ces crimes s'exercent aujourd'hui à une échelle bien plus grande.

Il ne s'agit pas seulement de ces crimes de "non-assistance à peuples en danger", responsables de ce que des agriculteurs, des éleveurs d'Afrique de l'Est, en proie à une sécheresse grave, meurent en ce moment même par milliers, alors que les silos et les établissements frigorifiques des pays riches regorgent de nourritures stockées dont on ne sait quoi faire. Une petite partie de cette nourriture suffirait à nourrir ceux qui ont faim. Et les puissances impérialistes, capables de déployer d'énormes moyens logistiques que l'on sait, comme dans le désert d'Arabie lors de la guerre du Golf, n'auraient aucune difficulté technique pour acheminer ce qu'il faut, même dans les endroits les plus reculés du Soudan, du Kenya ou du Mozambique. Comme la seule France avait largement les moyens d'acheminer une partie de ses propres stocks alimentaires inutiles le long du fleuve Sénégal ou du Niger, lors de la grande sécheresse de 1973-74 qui avait frappé le Mali, le Sénégal, la Mauritanie.

Mais les fameuses "lois du marché", dont on parle tant, surtout sous l'angle de leur prétendue supériorité, veulent qu'il soit économiquement plus "rentable" de faire des

stocks avec la viande, le beurre et les produits agricoles prétendument en surplus, voire, détruire ceux qui ne se conservent pas bien, plutôt que de les distribuer à des hommes qui ont faim. La "rentabilité" du point de vue des lois de l'économie capitaliste est en même temps une abjection sur le plan humain, sur le plan social.

Et il n'y a pas que ce crime-là du capitalisme, qui est déjà responsable, ne fût-ce que par non-assistance, d'un véritable génocide de certaines ethnies en Afrique.

Il y a le crime permanent de l'exploitation, de la recherche systématique du profit, y compris et surtout au détriment des couches sociales les plus pauvres. Ce n'est pas un crime par passivité, c'est un crime actif dont vit et se maintient le capitalisme. Payer les travailleurs au dixième, au vingtième de ce qu'ils sont payés dans les pays occidentaux - où pourtant, déjà, ils sont exploités- pour les mêmes productions, simplement pour permettre à des groupes capitalistes d'être plus compétitifs sur le marché mondial. Les jeter à la porte, lorsqu'on n'a plus besoin d'eux, sans évidemment la moindre protection sociale, même lorsque l'on sait que cela les condamne eux et leurs familles. Ruiner les paysans, les chasser vers les taudis des grandes villes, en démolissant les prix à la production pour permettre à des intermédiaires de s'engraisser. Imposer des plans d'austérité, comportant des hausses de prix des

produits de première nécessité en même temps que des blocages de salaires et des licenciements, alors que l'on sait que les victimes de ces mesures vivent déjà à la limite de ce qu'ils appellent eux-mêmes le minimum vital. Transformer tous les pays d'Afrique en autant de camps de concentration "indépendants", avec l'immense majorité de la population dans la misère et la souffrance, et avec une petite minorité de privilégiés chargée du maintien de l'ordre interne, autorisée à voler et à piller leurs propres peuples.

Voilà les crimes du capitalisme, catastrophiques pour les classes travailleuses, catastrophiques finalement pour la société dans son ensemble ; non pas les crimes d'hier ou d'avant hier, mais les crimes d'aujourd'hui.

Mais là-dessus, nos bourgeois ou nos petits bourgeois, au mieux, se taisent. Car ils en profitent. Moins, bien moins que les grands seigneurs occidentaux de la finance, mais quand même assez pour se taire. Assez pour que, lorsqu'ils en parlent quand-même, occasionnellement, ce soit uniquement pour tenter d'augmenter leur petite part du gâteau. Car "nos" bourgeois, "nos" dignitaires d'Etat, et même "nos" petits bourgeois disposant de domestiques ou de quelques taxis-brousse pour accroître leurs revenus de médecins ou "d'intellectuels", sont aussi ignobles envers "leurs" travailleurs, aussi méprisants des pauvres, que les grands. Même parmi les

charognards, il y a des petits et des gros - mais charognards ils sont tous.

Alors même si les initiateurs du projet de "réparation morale" pour le passé obtenaient quelques phrases lénifiantes de la part de quelques grands de ce monde, pour les crimes du passé, en quoi cela avancerait les victimes des crimes d'aujourd'hui ?

Les grands de ce monde peuvent venir faire leur "pèlerinage" à Goré et y verser leurs larmes de crocodile (à l'instar du pape Jean Paul II qui a demandé "pardon aux peuples africains"), cela ne changera strictement rien la situation des masses déshéritées du continent.

La dignité pour le prolétariat africain, mais aussi pour tous les opprimés, n'est pas de quémander quelques miettes de plus. Ils peuvent laisser cette "dignité"-là à nos dictateurs ou aux petits bourgeois qui se servent de la misère et des souffrances présentes et passées de leurs peuples pour en avoir un peu plus de

l'impérialisme pour eux-mêmes ou pour leurs semblables.

Oui, le prolétariat africain, les descendants modernes des esclaves d'hier, auront des comptes à demander aux profiteurs, Blancs ou Noirs. Mais à leur façon. En prenant leur part, aux côtés de leurs frères de classe des pays riches, et peut-être, en leur donnant l'exemple, dans la destruction du système capitaliste lui-même. C'est-à-dire dans l'expropriation radicale des classes exploiteuses et la mise à la disposition des classes travailleuses des richesses de la société, afin que ces richesses servent en premier lieu à nourrir, à loger, à vêtir tous ceux qui en ont besoin, à leur assurer les soins médicaux et une éducation digne de notre époque.

Si on veut réellement en finir avec l'injustice, avec la misère, ce n'est pas la main tendue vers les riches qu'il faudrait préconiser, mais le coup de poing exprimant la révolte des exploités en pleine figure des exploités.

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.